



## Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

## **Ressources - Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Reconduction des Services Communs - Conventions - Autorisation de signature**

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

A la suite de cette création la Métropole et la Ville de Montpellier ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée.

Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Un certain nombre de services communs entre la Métropole et la Ville de Montpellier ont ainsi été créés.

Ces services communs concernent les directions suivantes : Direction Générale, Cabinet, Chauffeurs, Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, Direction Organisation Etudes Evaluation, Direction du Contrôle de Gestion Externe, Direction des Finances, Protocole et Accueil, Direction du Secrétariat Général, Direction des Relations Internationales, Direction de la Culture, Direction des Relations Presse, Direction de la Communication, Direction des Moyens Généraux et Bâtiments (parc auto), le Département Développement et Aménagement Durable du Territoire ainsi que le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales. Il a également été constitué entre la Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier un service commun de Département Solidarité et Vivre Ensemble.

Les conventions de services communs signées entre la Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS précisaient être établies pour la durée du mandat et expirer au plus tard 6 mois après le renouvellement des organes délibérants. Il était également prévu de les reconduire de manière expresse dans un délai de six mois suivant ce renouvellement.

Il convient donc de reconduire l'ensemble de ces conventions de services communs et modifier leur durée. En effet, l'ensemble des conventions de services communs sont reconduites sans limitation de durée. Elles pourront néanmoins être dénoncées par le Président ou le Maire à tout moment.

La décision de dénonciation fera l'objet d'une information des assemblées délibérantes de chacune des collectivités et prend effet au premier jour du 3<sup>ème</sup> mois suivant cette information.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver la reconduction de l'ensemble des conventions de services communs tels que présentée ci-dessus ;
- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150203-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION DE CREATION D'UN SERVICE COMMUN DE DEPARTEMENT SOLIDARITE ET VIVRE ENSEMBLE.pdf

- Reconduction convention Services Communs 1.pdf

- Reconduction convention Services Communs 2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.